

« Une perte de sens totale » : le malaise grandissant des jeunes ingénieurs face au climat - 16/04/2019

 JEAN-MARC JANCOVICI · MERCREDI 17 AVRIL 2019

Article de Marine Miller en version abonnés : https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/04/16/une-perde-de-sens-totale-le-blues-des-jeunes-ingenieurs-face-au-climat_5450927_4401467.html

Tirillés entre les réalités des entreprises et l'impératif climatique, de jeunes ingénieurs disent vivre une « dissonance cognitive ». Certains renoncent à une carrière traditionnelle ?

C'est un discours de remise de diplôme plutôt inhabituel que Clément Choisine, jeune ingénieur de Centrale Nantes, a livré devant ses camarades, le 30 novembre 2018. A contre-courant des discours louangeurs de ce type d'événement, il a choisi de parler de son dilemme : « Comme bon nombre de mes camarades, alors que la situation climatique et les inégalités ne cessent de s'aggraver, que le GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] pleure et que les êtres se meurent ; je suis perdu, incapable de me reconnaître dans la promesse d'une vie de cadre supérieur, en rouage essentiel d'un système capitaliste de surconsommation. »

Devant une assemblée de futurs diplômés, parents, familles, anciens élèves, professeurs, direction et industriels, l'ingénieur de 24 ans a profité de la tribune qui lui était offerte pour se faire le porte-parole d'un malaise que vivent de plus en plus de jeunes diplômés face au réchauffement climatique : « Quand sobriété et décroissance sont des termes qui peinent à s'immiscer dans les programmes centraliens, mais que de grands groupes industriels à fort impact carbone sont partenaires de mon école, je m'interroge sur le système que nous soutenons. Je doute, et je m'écarte. » La vidéo, qui a fait plus de 270 000 vues sur YouTube, est l'un des nombreux échos de ce désarroi éprouvé par les jeunes diplômés face à un monde économique qu'ils jugent en décalage avec l'urgence climatique.

Deux mois plus tôt, en septembre 2018, un groupe d'étudiants issus de grandes écoles prestigieuses, Polytechnique, Ensta, HEC, ENS – lançaient un manifeste en ligne pour appeler les futurs diplômés à soutenir un changement radical de trajectoire. « Au fur et à mesure que nous nous approchons de notre premier emploi, nous nous apercevons que le système dont nous faisons partie nous oriente vers des postes souvent incompatibles avec le fruit de nos réflexions et nous enferme dans des contradictions quotidiennes », écrivaient les

auteurs du manifeste.

Un « manifeste » signé par 30 000 jeunes

Le texte, signé par plus de 30 000 étudiants, incite les jeunes diplômés à travailler pour des « employeurs en accord » avec les recommandations du manifeste. Depuis, les auteurs de ce texte tentent de capitaliser sur le succès de leur démarche. Ils ont rencontré les cabinets des ministères chargés de la transition écologique, et ont lancé depuis le début de l'année des groupes de travail sur la refonte des programmes de l'enseignement supérieur où l'enjeu climatique est encore trop confiné aux cursus spécialisés.

A Centrale Nantes, 330 élèves ingénieurs ont signé ce manifeste, « près de 25 % des étudiants de l'école », précise Romain Olla, étudiant en deuxième année et qui a participé à une étude pour mesurer le niveau de connaissance et d'intérêt suscité par la question climatique au sein de la communauté centralienne. Dans ce sondage, une question portait sur l'importance du comportement en matière de bilan carbone des entreprises lors de la recherche d'un stage ou d'un premier emploi. « 89 % des personnes qui ont répondu estiment que ce comportement est important et 38 % déclarent qu'ils pourraient refuser un emploi, voire même ne pas postuler à une offre, si l'entreprise a un mauvais bilan en matière de réchauffement climatique », souligne Romain Olla.

Le boycott des entreprises qui polluent comme arme de chantage à l'embauche ? Une idée qui fait son chemin chez les jeunes ingénieurs sensibles à la question climatique. Nous avons rencontré plusieurs ingénieurs, tout juste diplômés, qui préfèrent « prendre le temps de réfléchir à leurs responsabilités », ou « faire un pas de côté » en évitant de travailler pour des entreprises qu'ils estiment « coupables ». D'autres, négocient des temps partiels, s'engagent dans des associations, des services civiques ou réfléchissent à prolonger leur engagement dans la recherche.

« La décision de Nicolas Hulot m'a bouleversé, dans la mesure où elle faisait écho aux tergiversations qui furent les miennes »

Clément Choisine a joint le geste à la parole. Il est depuis quelques mois professeur contractuel de physique chimie dans un lycée à Nantes. « J'ai grandi au Mans, je viens d'un milieu ouvrier et je suis celui qui a obtenu le plus haut niveau d'études dans ma famille. Être admis dans une grande école d'ingénieurs, c'était la promesse de faire carrière », explique-t-il. Il lui a fallu trois ans d'études et plusieurs stages dans des entreprises de « transition écologique » pour prendre conscience que le développement durable était une notion « dépassée », selon lui : « Cela donne l'illusion qu'on peut continuer à vivre avec le même modèle économique en y ajoutant une touche verte ». La stratégie des « petits pas » et les contradictions du monde économique le découragent : « La décision de Nicolas Hulot m'a bouleversé, dans la mesure où elle faisait écho aux tergiversations qui furent les miennes ».

Paul (le prénom a été changé), diplômé de Centrale Lyon, a vécu ce qu'il nomme sa « dissonance cognitive », c'est-à-dire le fait d'être en contradiction avec soi-même. En CDD dans un grand groupe industriel spécialisé dans la construction, il est recruté pour développer un secteur qu'il pense vertueux : l'éolien. Mais voilà, les objectifs de rentabilité priment sur l'enjeu écologique : « il fallait gagner des appels d'offres et in fine mon boulot consistait à vendre du béton ». Lorsque son supérieur lui propose un CDI après dix mois de travail, il préfère décliner. « Je sentais déjà mon malaise dans cette fonction d'ingénieur commercial. J'avais besoin de prendre de la hauteur, sur moi et sur le système dans lequel je m'inscrivais », explique-t-il aujourd'hui.

Maiana Houssaye, 23 ans, diplômée de Centrale Lyon, évoque elle aussi une « perte de sens totale » et la même dissonance cognitive lors d'un stage en Nouvelle-Zélande, dans une entreprise de biotechnologies. Pendant son année à l'étranger, elle voyage en Asie et se rappelle de son sentiment d'écœurement en nageant dans une mer de plastique à Bali. « Je crois que j'ai fait un burn-out. Mon envie d'agir s'est déclenchée à ce moment-là. J'ai préféré prendre du temps et me déclarer au chômage volontaire pour comprendre la complexité du réchauffement climatique et réfléchir à ce que je pouvais faire », raconte-elle.

Voilà plusieurs mois qu'elle voyage en France à la rencontre d'ingénieurs qui ressentent « le même malaise ». La réalité se rappelle parfois à elle, un peu abrupte. Alors que ses camarades de promo touchent des salaires, Maiana est retournée vivre chez ses parents à Salies-de-Béarn, dans les Pyrénées-Atlantiques. Elle donne des cours de physique-chimie en attendant de créer ou choisir un métier qui lui convienne, « en étant honnête et consciente de ses effets sur la société, la nature, le monde ».

Sentiment d'urgence

« Je constate, au fil de mes recherches sur la colère des jeunes depuis 2012, que ce sentiment d'urgence face à la catastrophe écologique est de plus en plus prégnant, confirme Cécile Van de Velde, professeure de sociologie à l'université de Montréal et maître de conférences à l'école des hautes études en sciences sociales (EHESS). Cette génération a un rapport au temps particulier : ils ressentent la finitude du monde. En 2008, c'était la crise économique et sociale qui structurait la colère. Aujourd'hui, ce malaise est plus profond, plus intime. » La chercheuse reconnaît dans cette posture le refus d'un héritage trop lourd à porter. C'est aussi « l'autre versant » de la colère des classes populaires : « chez cette jeunesse bien informée, bien formée et qui a des ressources, il y a un refus de transmission du système ».

Les grandes écoles observent depuis plusieurs années cette quête de sens dans l'orientation de leurs diplômés. Néanmoins « le pas de côté en dehors du monde du travail » est « ultra-minoritaire », assure Franck Debouck, directeur de Centrale Lyon, dont « 99 % des diplômés

sont en emploi ». Au niveau national, les taux d'insertion à la sortie des grandes écoles battent des records pour les ingénieurs : 71,9 % des jeunes diplômés travaillent, selon l'enquête insertion 2018 de la Conférence des grandes écoles (CGE). Seulement 2,1 % des sondés se déclarent « sans activité volontairement ». « De plus en plus de Centraliens choisissent des petites structures où ils comprennent ce qu'ils font et pourquoi ils sont là. Il y a quinze ans, 50 % d'une promotion s'orientait directement dans les grands groupes », précise le directeur. « Maiana est une lanceuse d'alerte. Mais tout le monde ne peut pas être lanceur d'alerte. C'est bien de crier, mais qu'est-ce qu'on fait après ? », interroge-t-il.

A Centrale Nantes, le directeur Arnaud Poitou a écouté avec intérêt le message « surprise » de Clément Choisine lors de la cérémonie de remise des diplômés. « Voilà un acte de courage » estime-t-il. Il reçoit depuis plusieurs mois des sollicitations de ses élèves pour identifier les entreprises qui polluent et celles qui ont une forte empreinte carbone. « C'est une demande à laquelle je ne peux souscrire. Je ne peux pas leur dire quelles sont les bonnes et les mauvaises entreprises », admet-il.

« On ne peut pas avoir une posture moralisatrice de l'extérieur. Pour infléchir ces grands groupes industriels vers des trajectoires écoresponsables, il faut être à l'intérieur »

A Polytechnique, ils sont 611 à avoir signé le manifeste, soit 25 % des effectifs. Un vrai signal dans cette école très proche traditionnellement des milieux industriels et des postes de pouvoir. Philippe Dobrinski, directeur d'un laboratoire à Polytechnique et climatologue, s'en réjouit : « A mes élèves, je dis toujours : "vous êtes la première génération à prendre conscience de l'urgence à agir, et la dernière génération à pouvoir faire quelque chose". » Pour autant, « on ne peut pas avoir une posture moralisatrice de l'extérieur. Pour infléchir ces grands groupes industriels vers des trajectoires écoresponsables, il faut être à l'intérieur », tranche le chercheur. Amaury Gatelais, étudiant des Mines ParisTech, estime aussi que le boycott des entreprises n'est pas une bonne idée : « Si tous les plus convaincus et les plus écolos fuient les entreprises comme Total, il ne restera plus que ceux intéressés par l'argent et donc qui ne feront rien pour le réchauffement climatique ».

Promis à un brillant avenir, que feront, demain, ces bons élèves des grandes écoles ? Paul raconte qu'il a renoué avec une certaine créativité, absente de ses longues études : « c'est une des clés pour tenter de s'adapter aux prochains changements climatiques et sociétaux qui bouleverseront notre confort et pour penser la civilisation suivante. Comment rendre cool et séductrice une société plus sobre énergétiquement ? Comment montrer que faire du vélo, c'est bon pour la santé ? Que prendre l'avion, ce sera un truc rare dans une planète où vivent sept milliards d'êtres humains ? » Clément Choisine aimerait créer au Mans un « espace de solidarité ». Un lieu où l'on pourrait parler de jardins potagers urbains, de modèles décroissants. Dans son discours à Centrale, il a choisi de conclure en citant l'anthropologue américaine Margaret Mead : « N'oubliez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et

engagés peut changer le monde. »

Marine Miller

(publié par Joëlle Leconte)